



Sens du service public

<https://www.sens-du-service-public.fr>

Juillet 2023

PAROLES D'EXPERTS : POURQUOI LES SERVICES PUBLICS SONT-ILS VISÉS LORS LES VIOLENCES URBAINES

Loin des polémiques, le think tank le *Sens du service public* a voulu donner la parole à trois chercheurs reconnus pour mieux décrypter et chercher à comprendre pourquoi les services publics semblent davantage dégradés lors des violences urbaines de ces jours derniers.

Les chiffres et les images le montrent. Récemment ou anciennement implantés, services publics et équipements publics de proximité ont souvent été attaqués et dégradés, provoquant la sidération et l'incompréhension des habitants, des agents publics et de leurs représentants.

Le *Sens du service public* condamne ces violences et ces dégradations. Mais une question s'impose : pourquoi s'en prendre aux services publics ?

Des chercheurs et experts travaillent sur ces questions depuis plusieurs années. Plutôt que de faire des analyses à chaud, profitons, grâce à ces entretiens réalisés par le *Sens du service public*, de leurs regards et de leurs analyses.

Entretien avec Didier CHABANET, politologue, Directeur de la Recherche à l'IDRAC et chercheur au laboratoire Triangle de l'ENS Lyon

SENS DU SERVICE PUBLIC : Les dégradations semblent viser d'abord les services publics (mairie, commissariat, école, transports). Quelle est selon vous la nature du message de ces dégradations ?



Didier CHABANET : Ces dégradations sont sans aucun doute une manifestation de colère et de désespoir. Quand des

services publics sont aussi massivement détruits par des personnes aussi jeunes, c'est un signe extrêmement inquiétant de délitement du corps social. Une partie de la jeunesse de ce pays fait sécession. Il est dramatique qu'elle ne trouve pas d'autres moyens d'exprimer son mécontentement, mais il faut en prendre acte pour essayer de trouver des solutions durables, ce que la France n'a pas su faire depuis les émeutes lyonnaises de la toute fin des années 1970.

Les causes de cette situation sont aujourd'hui multiples, mais le risque serait de se focaliser sur des explications périphériques (par exemple le rôle des jeux vidéo ou des réseaux sociaux), pour faire l'économie d'une analyse profonde des raisons sociopolitiques de ce désastre. Je développe ma réponse ci-dessous.

SENS DU SERVICE PUBLIC : Les équipements socio-culturels ne sont pas davantage épargnés. Pourquoi selon vous ?

Didier CHABANET : je ne pense pas que des lieux culturels aient été plus ciblés que des commissariats, des écoles ou encore des commerces, mais cela choque encore plus l'opinion publique parce que les gens ne voient pas bien en quoi une bibliothèque ou un cinéma peuvent constituer une cible et servir de défouloir à des gens qui expriment une colère.

Globalement, les émeutiers s'attaquent aux services de l'Etat et aux équipements collectifs parce qu'ils sont à leurs yeux le symbole d'une société qui les rejettent et les discriminent. Rien de nouveau, cela fait des décennies que cela dure. Des travaux universitaires très sérieux estiment ainsi que 70 bibliothèques, par exemple, ont été incendiées en France entre 1996 et 2013, sans même parler de celles qui ont été caillassées, tagguées ou détériorées. Si on veut trouver un sens à cette situation (et ce n'est évidemment pas une justification), il faut prendre conscience du déplacement du rôle de la culture, qui a pendant longtemps été synonyme d'émancipation et de progrès social, en particulier dans les milieux populaires. Aujourd'hui, ce n'est plus du tout le cas. Les lieux culturels sont très peu fréquentés par les habitants des quartiers défavorisés, hors publics scolaires. Ils sont par ailleurs associés à des codes et des univers sociaux qui leur sont généralement étrangers et qu'ils rejettent

souvent. « La » culture, celle qui est valorisée par les pouvoirs publics, les médias et la société globale n'est plus une opportunité de promotion sociale par l'acquisition d'un savoir savant. Pour beaucoup de jeunes de banlieues, comme on dit, elle participe au contraire de leur exclusion, ne leur sert à rien et est vécue comme une intrusion sur « leur » territoire. J'ajouterai qu'elle est souvent associée à l'école, l'une et l'autre contribuant pour beaucoup de jeunes à la reproduction des inégalités sociales, au racisme et à la discrimination.

Plus ou moins consciemment, les émeutiers s'attaquent donc à des espaces socio-culturels qu'ils ne fréquentent pas et qu'ils rejettent parce qu'ils ont précisément le sentiment d'être rejetés par eux.

SENS DU SERVICE PUBLIC : Des dégradations contre les services publics qui sont souvent les derniers équipements implantés dans ces quartiers. Selon vous, qu'est ce qui n'a pas fonctionné ?

Didier CHABANET : Avant de répondre directement à votre question, je dirais que le véritable enjeu est de savoir pourquoi la France fait semblant de se poser les mêmes questions depuis plus de 40 ans et l'apparition des premières à Vaulx-en-Velin dans la banlieue lyonnaise ? Il est proprement sidérant de constater que la classe politique ne semble strictement rien avoir compris ou appris et se pose toujours les mêmes « pourquoi ? ». Pourtant, un grand nombre de spécialistes (sociologues, politologues, urbanistes, historiens, etc.) a répondu à ces questions depuis très longtemps. Je lisais avant-hier dans le journal *Le Monde* une excellente réflexion à ce sujet de François Dubet, quelqu'un qui connaît bien le sujet pour avoir passé de longs mois à enquêter, avec Didier

Lapeyronnie notamment, dans les banlieues françaises. Les deux sociologues ont d'ailleurs écrit en 1992, déjà, un livre intitulé « Les quartiers d'exil », dont le titre est à lui seul une réponse à votre question. Les émeutiers s'en prennent aux services publics parce qu'ils se sentent écrasés, rejetés, discriminés et humiliés depuis des lustres. Même très jeunes, ils ne se voient déjà plus d'avenir, raison pour laquelle ils sont prêts à tout et considèrent que la violence est la seule possibilité de se faire entendre publiquement et peut-être même « d'exister ».

SENS DU SERVICE PUBLIC : La faute à qui ?

Didier CHABANET : Entendons-nous bien, il ne s'agit pas de jeter l'opprobre sur les agents des services publics qui exercent leur métier dans des conditions incroyablement difficiles, en particulier dans « les banlieues difficiles ». Il ne s'agit pas non plus de dire que « la Police est raciste », parce que cette généralisation est insupportable pour tous les policiers qui se comportent de manière déontologique. Mais en même temps, il faut avoir le courage d'affronter des enjeux qui sont documentés depuis très longtemps. Oui, le racisme au sein de la Police est un vrai problème, qui mérite qu'on le traite institutionnellement. Non, il n'est pas exact de dire que les « bavures policières » ne

« Les émeutiers s'attaquent aux services de l'Etat et aux équipements collectifs parce qu'ils sont à leurs yeux le symbole d'une société qui les rejettent et les discriminent »

s'expliquent que par des manquements ou des dérives individuelles.

Des travaux de sociologie électorale ont prouvé, par exemple, qu'en moyenne les forces de l'ordre - et en premier lieu les policiers - votaient bien plus massivement pour l'extrême droite que l'ensemble de la population. De même, des enquêtes sérieuses ont montré que dans les quartiers, comme on dit, les contrôles au faciès sont une pratique généralisée. Au quotidien, « au lieu d'échanges verbaux « normaux », trop souvent dominant l'invective, la menace, ou le contrôle à contretemps » (Christian Mouhanna, sociologue de la Police)¹. En matière de Justice, sans entrer dans une querelle d'experts, là aussi des données précises permettent d'affirmer que l'institution est plus sévère envers les étrangers, qu'elle

l'est aussi davantage avec les faibles qu'avec les forts et qu'au total « la justice française a contre elle l'évidence des apparences,

celles d'une justice discriminatoire » (Fabien Jobard, politologue des questions de police et de justice comparée)². Ajoutons que lorsqu'une enquête concerne un Policier pour des faits de violences alléguées, seulement moins d'un cas sur dix fait l'objet d'une condamnation³. Changeons de domaine et intéressons-nous à l'Ecole de la République qui depuis

¹ <https://metropolitiques.eu/Une-France-reconciliee-avec-sa.html>

²

<http://www2.cnrs.fr/sites/communiqu/fichier/05fjobardbp.pdf>

³ <https://www.radiofrance.fr/franceculture/les-policiers-sont-ils-au-dessus-des-lois-9203347>

des décennies aggrave les inégalités plutôt qu'elle ne les réduit et, selon ses propres termes, « fabrique de l'injustice scolaire » (Conseil national d'évaluation du système scolaire)⁴. Terminons avec le marché du travail, qui en France est une course d'obstacles pour ceux qui ont le malheur d'être jeune, d'origine étrangère, peu ou mal formés, souvent stigmatisés par le lieu de résidence⁵.

Tant que l'on n'aura pas pris le problème des banlieues au sérieux, autrement dit tant que l'on n'acceptera pas avec honnêteté et modestie d'analyser les limites et les dysfonctionnements des

services publics en matière de Police, de Justice, d'éducation, ou sur le marché du travail, on ne s'en sortira pas. A chaque « bavure » policière, la France continuera à se réfugier dans l'invocation de ses principes républicains, alors qu'elle ferait mieux de se soucier surtout de leur bonne application et de trouver une issue politique aux problèmes des banlieues. Face à cette myopie française, il est frappant de constater que les organisations internationales mais aussi un grand nombre de pays étrangers, y compris voisins, nous alertent sur notre cécité collective et les limites de notre « modèle républicain ».

Entretien avec Iona LEFEBVRE, ancienne chargée d'études en dynamiques territoriales à l'Institut Montaigne et auteure de « L'avenir se joue dans les quartiers pauvres. 24h dans la vie d'un habitant »

SENS DU SERVICE PUBLIC : Vous avez publié l'an dernier un rapport sur les quartiers pauvres. Contrairement à une idée reçue, vous relevez un sous-investissement public dans ces quartiers. De quelle ampleur ?



Iona LEFEBVRE : ce rapport, avec le précédent publié en octobre 2020 intitulé « Les quartiers pauvres ont un avenir » suit un but très clair : déconstruire les idées reçues sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) – et leurs habitants –, pour proposer des solutions à la hauteur des constats observés. Et les constats sont sidérants. Contrairement à ce que l'opinion publique et certains politiques laissent penser, non, on ne met pas un

« pognon de dingue » dans les quartiers. Certes, depuis 20 ans on a beaucoup investi à travers l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) : plus de 40 milliards respectivement pour l'ANRU 1 et 2. Il le fallait, mais ces dépenses cachent un investissement social à la traîne et alimentent de fausses idées. Dans ces quartiers où le taux de pauvreté est 3 fois supérieur à la moyenne nationale, le sous-investissement public est estimé à plus de 1 milliard d'euros et ce seulement au sein de l'Éducation nationale, l'Intérieur et la Justice (en se basant sur l'écart de masse salariale). De même, on compte 40 % de crèches en moins, 2/3 des QPV qui n'ont pas du bureau Pôle Emploi à moins de 500 mètres, 40 % de médecins en moins...et la liste est longue. Comment peut-on continuer à accepter de donner moins à ceux qui ont moins ?

⁴ https://www.cnesco.fr/wp-content/uploads/2016/09/160927Dossier_synthes_e_inegalites.pdf

⁵ <https://lejournel.cnrs.fr/nos-blogs/dialogues-economiques/inegalites-et-risques-sur-le-marche-du-travail>

SENS DU SERVICE PUBLIC : êtes-vous surprise que les émeutiers s'attaquent aux bâtiments publics alors qu'il en manque d'après vos travaux ?

Iona LEFEBVRE : Evidemment la dégradation des services publics pourtant plus que nécessaires dans ces quartiers est inacceptable et on doit s'en indigner. Mais on peut difficilement se surprendre de cette situation explosive quand on sait ce qu'il s'y passe. Commençons par dire que les habitants des QPV contribuent largement au financement des services publics, mais sont loin d'en être les premiers bénéficiaires. La Seine-Saint-Denis par exemple est le 8^{ème} contributeur au financement de la protection sociale et le dernier receveur, alors que c'est le département le plus pauvre de France !

Il faut aussi se poser la question de l'efficacité des services et politiques publiques dans les quartiers. L'école est un bon exemple : dans les REP et REP +, on affecte devant les élèves les plus en difficulté les professeurs les moins expérimentés, et le taux d'absentéisme est plus élevé qu'ailleurs ; rien que pour l'Académie de Créteil on sait que cela fait perdre un an de scolarité. Pourquoi est-ce que ces jeunes n'auraient-ils pas droit eux aussi, comme les autres, à l'égalité des chances ? Ces promesses non tenues, qui se reflètent dans l'état de certains services publics dans les QPV, envoient un terrible message d'abandon et de relégation ; difficile de s'étonner ensuite que les habitants n'y croient plus...

SENS DU SERVICE PUBLIC : Quelles sont vos propositions pour répondre aux problèmes des quartiers pauvres ?

Iona LEFEBVRE : Il faut déjà arrêter d'annoncer des grands soirs des quartiers, un big bang de

mesures certes séduisantes mais rarement accompagnées des moyens humains et financiers suffisants. D'abord, il faudrait mesurer, car on ne change pas les choses sans savoir d'où l'on part. On le sait, les habitants des QPV sont plus pauvres, c'est le premier critère. Allons plus loin, continuons à chiffrer le sous-investissement public (on sait par exemple que l'échec scolaire c'est 29 Md de dépenses inefficaces). Mesurons ouvertement la concentration de la pauvreté : certaines communes comptent plus de 60 % de logements sociaux ; alors certes on a des bâtiments neufs, mais on y remet la même population toujours plus pauvre ! Puis, disons enfin la vérité sur l'immigration : la Seine-Saint-Denis concentre 30 % d'immigrés – utilisons ces statistiques pour mesurer clairement la distance culturelle dans ces quartiers. Évaluer

« Le sous-investissement public est estimé à plus de 1 milliard d'euros »

ne condamne pas à la fatalité, mais doit mener à une action plus efficace. Une fois qu'on a des indicateurs et des données claires, on peut agir. Et on peut agir sur les gens, car

c'est ça qui compte. On repense des structures associatives avec des moyens sur le temps long pour réduire les distances et travailler sur l'intégration. On limite les logements sociaux à 40 % et on encourage la répartition dans d'autres communes. On remet des policiers dans les quartiers pour prévenir plutôt que guérir (il manque actuellement 13 500 ETP). Et puis on mobilise la société tout entière, on change le regard sur les habitants pour rapprocher les QPV du reste de la population : on embarque les étudiants sur du mentorat, les entreprises en conditionnant le « S » des critères ESG à la lutte contre les discriminations. Bref on dit la vérité pour aller à rebours des discours dominants et stigmatisants, et on investit sur l'humain.

Entretien avec Julien TALPIN, chargé de recherche au CNRS

SENS DU SERVICE PUBLIC : Les dégradations semblent viser d'abord les services publics (mairie, commissariat, école, transports). Quelle est selon vous la nature du message de ces dégradations ?



Julien TALPIN : Contrairement aux discours avançant que les violences seraient le fait d'une horde irrationnelle, il semble que leurs cibles n'aient pas été

choisies au hasard. On constate en effet une surreprésentation d'équipements publics qui témoignent de la nature politique de la colère, autour d'un enjeu central : l'État et les institutions sont jugés responsables des inégalités vécues au quotidien. Cet élément ressort fortement des enquêtes que j'ai pu conduire dans ces quartiers bien avant ces émeutes. Les habitants renvoient fréquemment les discriminations qu'ils subissent à l'inaction des élus ou de l'Etat, voire à leur rôle actif dans leur reproduction.

SENS DU SERVICE PUBLIC : Les équipements socio-culturels ne sont pas davantage épargnés. Pourquoi selon vous ?

Julien TALPIN : Effectivement, des centres sociaux et des MJC ont aussi été ciblés. De fait, il existe parfois des conflits entre les habitants et les travailleurs sociaux, et des critiques quant au fait qu'on n'embauche pas assez d'habitants du quartier en dépit du chômage de masse qui les frappe. Il faudra regarder précisément quelles structures ont été touchées pour affiner l'analyse. Par ailleurs, les émeutes ont aussi une dimension erratique : on brûle ce qui est à disposition pour exprimer sa colère. Et souvent, on s'en prend à 'l'Etat',

aux 'politiques' ou à 'la France' de façon un peu indifférenciée, toute institution ou structure locale étant amalgamée dans la dénonciation de l'ordre social et politique qui exclut les habitants des quartiers. Cela explique aussi pour partie pourquoi des maires ont pu être ciblés, même si là aussi des enquêtes plus précises seront nécessaires. Au fond, bien souvent, dans les quartiers Emmanuel Macron, Gérald Darmanin ou l' élu local, c'est un peu la même chose.

SENS DU SERVICE PUBLIC : des dégradations contre les services publics qui sont souvent les derniers équipements implantés dans ces quartiers. Dans l'imaginaire collectif de ces jeunes, selon vous, les services publics ont auprès d'eux une mauvaise image ? Symbolisent-ils l'échec de la République à leur égard ?

Julien TALPIN : Je crois que le ressentiment exprimé envers les services publics témoigne également des attentes à leur égard ... et des déceptions qu'ils génèrent bien souvent. Le cas des écoles est intéressant. D'un côté, il y a une grande attente à l'égard de l'école de la République, souvent perçue comme le seul moyen de s'en sortir et de connaître l'ascension sociale. En même temps, on a le sentiment de n'avoir droit qu'à des écoles au rabais, ou les professeurs ne sont pas remplacés, les équipements sont défectueux (comme à Marseille par exemple) et où, en outre, vous avez parfois le sentiment de subir de la discrimination à l'orientation. Au fond, je crois que ce qu'attend la grande majorité de ces habitants, c'est d'être traitée comme tout le monde, à égalité, comme n'importe quel citoyen français, et que la République soit à la hauteur de ses idéaux.
